



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACHAT ET/OU LOCATION DE VEHICULES SANS CHAUFFEUR POUR LE GHT ALPES-DAUPHINE (TOURISME, UTILITAIRES ET POIDS LOURDS) ET PRESTATIONS ASSOCIEES

Etablissement support du GHT Alpes Dauphiné :

Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes
CS 10217
38043 GRENOBLE CEDEX 09

Etablissement(s) membre(s) du GHT concerné(s) par le présent accord-cadre :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Grenoble Alpes (dont l'Hôpital de Voiron depuis le 01/01/2020)
- ☒ Centre Hospitalier Alpes-Isère
- ☒ Centre Hospitalier Fabrice Marchiol - La Mure
- ☐ Centre Hospitalier de Rives
- ☐ Centre Hospitalier Gériatrique de Saint Geoire en Valdaine
- ☒ Centre Hospitalier de Saint Laurent du Pont
- ☐ Centre Hospitalier Michel Perret - Tullins
- ☒ Centre Hospitalier Rhumatologique d'Uriage

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ	32
ARTICLE 2. DELAIS	3
ARTICLE 3. DEFINITION DES PRESTATIONS	43
ARTICLE 4. ENTRETIEN / MAINTENANCE	54
ARTICLE 5. ASSISTANCE.....	6
ARTICLE 6. VEHICULE DE REMPLACEMENT.....	6
ARTICLE 7. DEMARCHES EN PREFECTURE POUR L'OBTENTION DES CARTES GRISES, DES VIGNETTES CRIT'AIR, FOURNITURE ET POSE DES PLAQUES D'IMMATRICULATION, FOURNITURE DES DOCUMENTS D'IMMATRICULATION ..	7
ARTICLE 8. REAJUSTEMENT DU COUPLE DUREE/KILOMETRE EN COURS DE LOCATION.....	7
ARTICLE 9. RELATION CLIENTELE / EQUIPE DEDIEE AU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 10. PNEUMATIQUES.....	8
ARTICLE 11. LIVRAISON.....	98
ARTICLE 12. CHOIX DES VEHICULES	9
ARTICLE 14. MISE EN PLACE DU MARCHE.....	9

ARTICLE 1. OBJET ET DECOMPOSITION DU MARCHÉ

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'achat et/ou la location longue durée de véhicules neufs, sans chauffeur.

Il s'inscrit dans le cadre du verdissement de la flotte automobile en lien avec la zone à faible émissions (ZFE) ayant pour principe la limitation de la circulation des véhicules les plus polluants dans un périmètre défini.

Le renouvellement des véhicules concerne la majorité de la flotte automobile du GHT Alpes-Dauphiné (Groupement Hospitalier de Territoire Alpes Dauphiné).

1.2 - Allotissement

Le marché est divisé en 8 lots, répartis comme suit :

1. Achat et/ou location de véhicules micro-urbains et prestations associées
2. Achat et/ou location de citadines polyvalentes et de citadines monospaces et prestations associées
3. Achat et/ou location de véhicules SUV et prestations associées
4. Achat et/ou location de véhicules type BREAK et prestations associées
5. Achat et/ou location de véhicules utilitaires légers et prestations associées
6. Achat et/ou location de véhicules utilitaires et prestations associées
7. Achat et/ou location de véhicules poids lourds et prestations associées
8. Achat véhicules 9 places : Véhicules particulier – Véhicule Automoteur Spécialement Aménagé et prestations associées

1.3 - Lieux d'exécution / de livraison

Pour chacun des lots, des informations sur la motorisation des véhicules sont indiquées en annexe 1 : « Répartition des véhicules à livrer ».

Le nombre de véhicules par lot indiqué dans l'annexe est un estimatif. Il est donné à titre indicatif et englobe plusieurs motorisations possibles.

A partir de ces éléments affichés à titre indicatifs, le GHT Alpes-Dauphiné s'offre le choix de commander un ou plusieurs véhicules avec différentes motorisations pour un même lot.

Il est à noter également que les quantités estimatives indiquées pour chacun des lots pourront concerner à la fois de l'achat et/ou de la location. Le GHT Alpes-Dauphiné réceptionnera les offres en achat et en location avec plusieurs motorisations à la demande.

Les lieux de livraison par lot sont répartis sur les sites du GHT Alpes-Dauphiné.

La livraison des véhicules se fait sur le site des établissements membres du GHT. Le lieu exact de livraison sera précisé lors de l'émission du bon de commande.

Les livraisons des véhicules devront être groupées sur les sites afin d'assurer la bonne gestion de ces dernières.

Les véhicules seront livrés avec le marquage au nom de l'établissement membre du GHT concerné par la livraison. Cette opération de marquage se fera en lien avec le service communication du CHUGA.

La charte graphique sera communiquée dans un second temps, après notification du marché.

Lors de la restitution des véhicules, le retrait des marquages sur les véhicules est assuré par le titulaire du marché.

ARTICLE 2. DELAIS

Le délai d'exécution du marché court à compter de la date de notification du marché.

La durée de location court à compter de la date de livraison des véhicules en référence au BPU en annexe.
Les dates de livraison des véhicules diffèrent selon les lots et les sites de livraison.

ARTICLE 3. DEFINITION DES PRESTATIONS

La location longue durée et l'achat porteront sur des véhicules neufs répondant aux normes européennes en vigueur.

Le besoin de l'établissement porte sur des véhicules particuliers, des véhicules utilitaires non aménagés et aménagés et dont le PTAC est inférieur à 3,5 tonnes et des poids-lourds.

Concernant les lots 2, 3, 4, les véhicules, hors micro-urbaines, sont équipés en 5 portes.

Les véhicules doivent avoir un taux d'émission de CO2 égal ou inférieur à la réglementation en vigueur.

Dans le cas où, en cours d'exécution du marché, la réglementation relative au taux d'émission de CO2 des véhicules évoluerait, le Titulaire se conformerait systématiquement aux nouvelles règles pour les nouvelles locations de véhicules.

Pour les véhicules thermiques, le Titulaire proposera des véhicules relevant de la norme Euro 6 (applicable à compter du 1er septembre 2015 en ce qui concerne l'immatriculation et la vente des nouveaux types de véhicules).

Pour chacun des lots et le cas échéant, pour chaque segment qui le compose, il est demandé aux candidats de proposer des véhicules répondant aux contraintes Crit'air de 0 à 2 :

- Sont compris dans la catégorie Crit'Air 0 (de couleur verte) les voitures ou les utilitaires légers et les poids-lourds 100 % électrique et hydrogène, avec zéro émission moteur.
- Sont compris dans la catégorie Crit'Air 1 (de couleur violette) les voitures ou les utilitaires légers à moteur essence immatriculés à partir du 1er janvier 2011 ou Euro 5 et 6 hybrides rechargeables ou au gaz, les poids lourds à motorisation essence immatriculés à partir du 1er janvier 2014 ou Euro 5.
- Sont compris dans la catégorie Crit'Air 2 (de couleur jaune) les voitures ou les utilitaires légers diesel immatriculés à partir du 1er janvier 2011 ou Euro 5 et 6 ; à moteur essence immatriculés entre le 1^{er} janvier 2006 et le 31 décembre 2010 ou Euro 4, les poids lourds à moteur diesel immatriculés à partir du 1er janvier 2014 ou Euro 6 ; à moteur essence immatriculés du 1er octobre 2009 au 30 septembre 2013 ou Euro 5.

La définition de la prestation est détaillée par typologie de véhicule ou équivalent dans l'annexe 1 : répartition des véhicules à livrer, annexe caractéristiques techniques des véhicules ainsi que dans l'onglet 1 du BPU « Informations véhicules ».

Un projet de mise en place de solutions automatisées de gestion de flotte en autopartage et prestations associées visant à optimiser la gestion du parc auto est envisagé.

3.1. Caractéristiques techniques des véhicules par lot

Les véhicules de service seront de couleur blanche sauf si précision particulière dans le bon de commande. L'ensemble des caractéristiques techniques des véhicules est détaillé par lot et figure dans le BPU, onglet : Informations véhicules.

Chaque véhicule devra être livré avec les accessoires suivants :

- Un manuel d'utilisation du véhicule rédigé en français ;
- Un carnet d'entretien périodique rédigé en Français ;
- Une boîte d'ampoules de rechange ;
- Un double de clé ;
- Un jeu de tapis avant/arrière ;
- Un gilet réfléchissant et un triangle de signalisation marquage CE ;

ARTICLE 4. ENTRETIEN / MAINTENANCE

L'entretien et la maintenance des véhicules devront faire l'objet d'une proposition commerciale dans le cadre de la location et/ou de l'acquisition.

Le titulaire formulera dans son offre le détail des entretiens selon les préconisations du constructeur.

Un pourcentage de remise sur le tarif de la prestation main d'œuvre et des pièces détachées devra être précisé.

- **Achat :**

A l'achat du véhicule, le prestataire assurera l'entretien du véhicule pendant le délai de garantie.

Au terme de la période de garantie, il pourra être demandé au titulaire de poursuivre l'entretien du véhicule suivant les conditions tarifaires indiquées dans le bordereau des prix. Toutefois, cette prestation ne lui confère aucun droit d'exclusivité, le pouvoir adjudicateur se réservant la possibilité de passer un marché avec un autre prestataire pour assurer l'entretien du véhicule.

- **Location :**

Pour les véhicules en location, le loyer intégrera une prestation de maintenance qui devra couvrir les opérations d'entretien et de réparations mécaniques, électriques et électroniques (hors dégradation) sans limitation de nombre ou de fréquence, selon les préconisations du constructeur.

Dans le cadre de la location, l'établissement prévoit une non exclusivité des prestations de réparations auprès du loueur.

Que ce soit dans le cadre de l'achat ou de la location, afin de permettre aux établissements adhérents l'entretien / maintenance de la flotte dans les meilleurs délais, le Titulaire doit disposer d'un réseau étendu de constructeurs de véhicules ou de garages / enseignes habilités par lesdits constructeurs.

Le Titulaire a un devoir d'information quant aux échéances des différentes opérations. Informé par le Titulaire - au moins un mois avant - de la proximité d'une échéance relative à l'entretien des véhicules indiquée dans le carnet d'entretien, ou pour toute autre opération d'entretien, l'établissement adhérent doit prendre rendez-vous auprès du garage de son choix au sein du réseau proposé par le Titulaire. Toute intervention sur un véhicule en dehors de cette modalité ne peut donner lieu à une prise en charge a posteriori par le Titulaire.

Les entretiens doivent être réalisés dans les garages référencés par le Titulaire au sein d'un réseau spécialisé. Ces opérations d'entretien sont effectuées sans avance de frais de la part de l'établissement adhérent. Le Titulaire doit proposer un réseau suffisamment dense prenant en considération l'implantation géographique des établissements adhérents.

Le contrat d'entretien comprend pour les véhicules en location et/ou acquisition:

- La réparation ou le remplacement des pièces défectueuses ;
- La réparation ou le remplacement des pièces soumises à usure normale, notamment, le cas échéant :
 - La pompe à eau, les injecteurs, la culasse, le vilebrequin, la courroie de distribution, la courroie d'accessoire, la pompe de direction assistée, les pistons, les bougies de préchauffage, l'alternateur,
 - Les plaquettes de frein, les disques de frein, les garnitures, cylindres de roue et tambours,
 - L'embrayage, les amortisseurs, les batteries,
 - Les balais d'essuie-glace en fonction des recommandations constructeur (dans la limite d'un échange annuel),
 - Les filtres de tous types dans le cadre des révisions prescrites par le constructeur,
 - Les ampoules de l'éclairage extérieur et intérieur,
 - Les fusibles

- Les appoints d'huile, de liquide de refroidissement, lors et entre les opérations de maintenance ;
- La visite de contrôle technique conforme à la réglementation ;
- La réparation ou le remplacement des équipements, options et accessoires livrés.

Pour toutes les opérations de maintenance nécessitant une immobilisation du véhicule, le prestataire devra fournir un véhicule de remplacement avec les mêmes caractéristiques que celui proposé en location longue durée. Cela s'applique également dans le cadre de la période de garantie pour les véhicules achetés. Une tolérance pourra toutefois être acceptée concernant les aménagements ou les dimensions après validation du GHT Alpes-Dauphiné. Le véhicule de remplacement sera fourni dans les 12h avec son plein de carburant.

ARTICLE 5. ASSISTANCE

Le Titulaire doit mettre à disposition des établissements adhérents une assistance téléphonique entièrement gratuite et personnalisée avec des correspondants dédiés pour répondre et traiter leurs demandes.

Dans son offre, le Titulaire devra préciser les horaires auxquelles l'assistance téléphonique peut être jointe et qui doivent impérativement être compris entre 8H et 18H les jours ouvrés.

En cas de plateau technique non-centralisé, le Titulaire devra à chaque adhésion d'un nouvel établissement, lui transmettre les coordonnées téléphoniques et mails des personnes en charge de leur dossier.

Pour les situations d'urgence, le Titulaire doit proposer une solution accessible 7/7J et 24/24H et devant notamment permettre de répondre à toute question relative à la gestion des sinistres, à l'assistance, au dépannage, aux réparations, etc.

Il sera demandé au Titulaire d'indiquer le numéro de téléphone de la hotline soit dans le carnet de bord du véhicule soit sur un autocollant posé dans ou sur le véhicule.

Le Titulaire s'engage à répondre aux réclamations et dysfonctionnements signalés dans un délai de 48 heures ouvré sous peine de se voir appliquer des pénalités de retard.

Dans le cadre de la prestation d'assistance, le Titulaire prend en charge le véhicule, le conducteur et ses passagers, a minima, dans les cas d'immobilisation ci-dessous :

- Panne mécanique, électrique (dont panne de batterie) ou électronique,
- Incendie dû à un défaut du véhicule ou de l'un de ses composants,
- Erreur de carburant,
- Clés bloquées dans le véhicule.

Pour la location, le Titulaire organise le dépannage sur place ou le remorquage du véhicule au garage agréé et, si nécessaire, la poursuite du voyage, voire l'hébergement des bénéficiaires (conducteur et passagers). Idem pour l'achat pendant la période de garantie.

Le dépannage sera assuré 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, dans un délai de 4 heures après la réception de l'appel téléphonique ou du mail de demande d'intervention.

ARTICLE 6. VEHICULE DE REMPLACEMENT

Cette prestation assure la mise à disposition d'un véhicule de remplacement **de catégorie équivalente** (en cas de panne ou d'entretien) **pour toute immobilisation supérieure à 12 heures pendant 4 jours ouvrés minimum.**

Dans son offre, le Titulaire devra préciser les modalités de prise en charge du conducteur et du véhicule et leur priorisation.

La mission de dépannage est comprise dans le loyer mensuel et ne donne pas lieu à refacturation. Idem pour l'achat pendant la période de garantie.

Dans le cadre de la maintenance, si un véhicule ne peut être réparé par le garagiste agréé après deux visites successives pour le même problème, le titulaire s'engage à exercer tous les recours nécessaires auprès du constructeur.

En tout état de cause, le délai de mise à disposition d'un véhicule de remplacement ne saurait excéder 12 mois, le Titulaire devant mettre à la disposition de l'établissement un nouveau véhicule neuf dans ce délai en cas d'impossibilité de réparer le véhicule initial.

ARTICLE 7. DEMARCHES EN PREFECTURE POUR L'OBTENTION DES CARTES GRISES, DES VIGNETTES CRIT'AIR, FOURNITURE ET POSE DES PLAQUES D'IMMATRICULATION, FOURNITURE DES DOCUMENTS D'IMMATRICULATION

Le Titulaire procède aux démarches nécessaires à l'immatriculation des véhicules préalablement à la mise à disposition de ceux-ci :

- Immatriculation civile pour l'ensemble des véhicules ;
- Fourniture et pose des plaques d'immatriculation pour toutes les catégories de véhicules.

Les démarches et frais relatifs à l'immatriculation des véhicules sont à la charge du Titulaire. Dans la mesure du possible, les véhicules seront immatriculés dans leur département d'affectation. Les frais correspondants à la délivrance du certificat d'immatriculation seront inclus dans le loyer financier. La carte grise (ou copie sur la base de l'arrêté n° JUSD0630096A en date du 28/07/06) devra être transmise aux établissements sous 8 jours avant la réception des véhicules. Les véhicules seront livrés munis de leur immatriculation définitive.

Vignette crit'air : Le Titulaire est également responsable des démarches administratives. La vignette est commandée par le titulaire et adressée directement à l'établissement adhérent par les services de l'Etat.

Les frais liés à l'achat de la vignette et à l'expédition seront refacturés dans les frais de mise en service du véhicule. Toute autre mesure fiscale en cours d'exécution du marché donnera lieu à une refacturation au prix d'achat par le Titulaire.

ARTICLE 8. REAJUSTEMENT DU COUPLE DUREE/KILOMETRE EN COURS DE LOCATION

Un bilan kilométrique est fait annuellement par contrat et par véhicule, il est établi sur la base du forfait kilométrique du véhicule.

En cas d'écart kilométrique – à la hausse comme à la baisse – entre le kilométrage réalisé et celui initialement prévu, le pouvoir adjudicateur de chaque établissement membre concerné se réserve le droit, en cours d'exécution du contrat, de procéder à un réajustement du couple durée/kilomètre du véhicule loué afin de tenir compte des besoins effectifs.

Ce réajustement peut être initié soit par le pouvoir adjudicateur, soit à la demande du titulaire dans le cadre de son devoir de conseil et sous réserve de l'acceptation par le pouvoir adjudicateur.

A défaut d'acceptation ou si les écarts ne relèvent pas du seuil de tolérance fixé à 15%, les kilomètres supplémentaires seront facturés lors de la restitution du véhicule, sauf manquement avéré à l'obligation de conseil du titulaire.

- Modalités de régularisation en cours de contrat :
 - Les kilomètres non consommés seront portés au crédit du pouvoir adjudicateur pour l'année suivante et entraîneront une augmentation équivalente du forfait kilométrique du nouveau loyer.
 - Les kilomètres supplémentaires consommés au-delà du forfait kilométrique initial seront portés au débit du pouvoir adjudicateur pour l'année suivante et entraîneront une diminution équivalente du forfait kilométrique du nouveau loyer.

En complément, lors du bilan annuel, en cas de dépassement ou de non-consommation du forfait kilométrique supérieur ou égal à 30%, les parties se réservent la possibilité de revoir le montant du loyer dans les conditions de l'article 5.1 du CCAP.

- Modalités de régularisation en fin de contrat lors du dernier bilan kilométrique :
 - Les kilomètres non consommés feront l'objet d'une rétribution au bénéfice du pouvoir adjudicateur concerné, sur la base tarifaire appliquée au kilomètre supplémentaire.
 - Les kilomètres supplémentaires consommés au-delà du forfait kilométrique initial, seront facturés lors de la restitution du véhicule après prise en compte d'une part de la tolérance kilométrique correspondant à la durée réelle d'exécution du contrat et des éventuels reports indiqués au tiret précédent.

Lors de la restitution du véhicule, un procès-verbal de restitution sera établi après expertise du véhicule par les deux parties. Le véhicule sera enlevé par le prestataire sur les sites des établissements concernés par le contrat (l'adresse précise sera communiquée au prestataire).

ARTICLE 9. RELATION CLIENTELE / EQUIPE DEDIEE AU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le Titulaire s'oblige à mettre à disposition un chef de projet dédié au suivi du marché.

Il sera l'interlocuteur privilégié des établissements adhérents et s'assurera du bon fonctionnement du marché. Le Titulaire devra également mettre à disposition des établissements adhérents une équipe suffisamment dimensionnée pour répondre à leurs besoins.

Le rôle de cette équipe est de répondre à toutes questions des gestionnaires de parc au sein des établissements adhérents notamment en ce qui concerne le type de véhicule à louer, leur disponibilité, leur entretien, leur assurance, les litiges en cours, la situation sur le couple durée/kilométrage, les échéances des contrats de location, etc.

Par ailleurs, une revue de contrat pourra être réalisée à la demande de l'établissement, sans supplément de frais.

ARTICLE 10. PNEUMATIQUES

Le Titulaire s'engage à équiper les véhicules de pneumatiques de première monte ou tout temps garantissant une utilisation dans les conditions normales de sécurité, conformément à la réglementation en vigueur.

Chaque véhicule livré sera équipé de 4 pneumatiques neufs 4 saisons **certifiés 3PMSF**.

Le remplacement des pneumatiques est effectué à la charge de l'établissement membres du GHT Alpes-Dauphiné, sur l'initiative de l'acheteur, lorsque leur état d'usure le nécessite.

ARTICLE 11. LIVRAISON

Pour les lots 1 à 5 et 8 : Sauf cas exceptionnel dûment justifié notamment au regard des délais de livraison des constructeurs, le délai de livraison ne saurait dépasser 6 mois.

Pour les lots 6 et 7, le délai de livraisons ne saurait dépasser 12 mois.

La livraison des véhicules se font sur les sites des établissements membres uniquement.

Le véhicule, qu'il s'agisse de l'achat ou de la location, doit être livré avec un minimum de 20€ de carburant qui seront refacturés à l'établissement adhérent. Les véhicules électriques devront avoir une charge suffisante de 50% de sa capacité d'autonomie.

A réception de la commande, le Titulaire confirme la date de livraison prévisionnelle, en fonction des informations transmises par le constructeur, aux établissements adhérent au groupement par courrier postal ou électronique dans un délai d'une semaine qui suit la réception de la commande.

Le délai prévisionnel sera précisé sur l'accusé réception de commande adressé par le titulaire après validation de la commande auprès du garage. Les délai et lieu de livraison prévisionnels figurent sur le bon de commande.

Tout retard dans la livraison du véhicule implique la mise en œuvre de pénalités de retard conformément du CCAP, sauf mise à disposition d'un véhicule d'attente équivalent à la référence commandée.

Un bilan kilométrique est fait annuellement par contrat et par véhicule, il est établi sur la base du forfait kilométrique du véhicule. Conformément à l'article 8 du présent document, le forfait kilométrique pourra faire l'objet d'ajustements.

Les kilomètres du forfait non consommés par le pouvoir adjudicateur pendant l'année d'exécution sont automatiquement reportés sur l'année d'exécution suivante augmentant ainsi le forfait kilométrique du véhicule.

Les véhicules doivent être neufs et exempts de tout vice ou défaut.

ARTICLE 12. CHOIX DES VEHICULES

Pour les lots 6 et 7, le prestataire pourra déroger à la marge sur la proposition des caractéristiques techniques des véhicules à partir des éléments fournis au BPU et fiches techniques.

Ces éléments devront être précisés dans l'offre du prestataire. Le véhicule devra être jugé équivalent aux caractéristiques techniques du véhicule et la preuve de l'équivalence appartient au prestataire.

ARTICLE 14. MISE EN PLACE DU MARCHE

Une réunion de lancement pourra se tenir à la demande de la filière transport du GHT Alpes-Dauphiné ou de l'un de ses établissements parties dans un délai de quinze jours ouvrés à compter de la notification du marché.